

SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR

[C - 2015/00618]

10 AOUT 2015. — Loi modifiant la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers en vue d'une meilleure prise en compte des menaces contre la société et la sécurité nationale dans les demandes de protection internationale. — Erratum

Au *Moniteur belge*, n° 219, du 24 août 2015, page 54.500, il y a lieu de remplacer la version francophone des modifications apportées par l'article 5 par ce qui suit :

" Si l'étranger qui a introduit une demande d'asile conformément aux articles 50, 50bis, 50ter ou 51, constitue, ayant été condamné définitivement pour une infraction particulièrement grave, un danger pour la société ou lorsqu'il existe des motifs raisonnables de le considérer comme un danger pour la sécurité nationale, le ministre ou son délégué transmet sans délai tous les éléments en ce sens au Commissaire général.

Le Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides peut refuser de reconnaître le statut de réfugié si l'étranger constitue un danger pour la société, ayant été condamné définitivement pour une infraction particulièrement grave, ou lorsqu'il existe des motifs raisonnables de le considérer comme un danger pour la sécurité nationale. Dans ce cas le Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides émet un avis quant à la compatibilité d'une mesure d'éloignement avec les articles 48/3 et 48/4."

SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR
ET SERVICE PUBLIC FEDERAL JUSTICE

[C - 2015/00154]

12 OCTOBRE 2015. — Arrêté royal modifiant certaines dispositions de l'arrêté royal du 30 mars 2001 portant la position juridique du personnel des services de police concernant l'allocation de bilinguisme

RAPPORT AU ROI

Sire,

L'arrêté que nous avons l'honneur de soumettre à la signature de Votre Majesté modifie certaines dispositions de l'arrêté royal du 30 mars 2001 portant la position juridique du personnel des services de police concernant l'allocation de bilinguisme.

Les membres du personnel des services de police des postes et services implantés sur le territoire de la région de langue allemande qui disposent des brevets linguistiques ad hoc, bénéficient d'une allocation de bilinguisme pour la connaissance du français.

Cette allocation est accordée, d'une part, aux membres du personnel du cadre opérationnel, à concurrence de 100 % du montant mensuel correspondant dans l'annexe 8 de l'arrêté royal du 30 mars 2001 portant la position juridique du personnel des services de police (PJPol) et, d'autre part, aux membres du personnel du cadre administratif et logistique à concurrence de 25 % du plus petit des taux prévus pour le niveau auquel ils appartiennent.

Cette différence provient du fait que pour les membres du cadre opérationnel, la connaissance du français est considérée comme étant souhaitée tandis que pour les membres du personnel du cadre administratif et logistique, elle est considérée comme étant utile.

Cette distinction ne se justifie pas dans la mesure où dans la Communauté germanophone, l'exercice d'une fonction au sein des services de police requiert un bilinguisme effectif, également pour les membres du personnel du cadre administratif et logistique.

Ce projet d'arrêté royal a pour objet de permettre à ces membres du personnel du cadre administratif et logistique d'également bénéficier d'une allocation de bilinguisme à concurrence de 100 % du montant mensuel correspondant dans l'annexe 8 PJPol.

Ces membres du personnel se trouvent, en effet, dans une situation spécifique dans la mesure où lors de leurs contacts avec le public, ils sont confrontés quotidiennement à des personnes qui parlent uniquement le français. Il en va de même lors de leurs contacts avec les autres services de police situés sur le territoire de la Région wallonne. Il s'avère également que la plupart des documents de la police fédérale

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN

[C - 2015/00618]

10 AUGUSTUS 2015. — Wet tot wijziging van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen om beter rekening te houden met de bedreigingen voor de samenleving en de nationale veiligheid in de aanvragen tot internationale bescherming. — Erratum

In het *Belgisch Staatsblad*, nr. 219, van 24 augustus 2015, pagina 54.500, dient de Franstalige versie van de wijzigingen die artikel 5 aanbrengt te worden als volgt :

" Si l'étranger qui a introduit une demande d'asile conformément aux articles 50, 50bis, 50ter ou 51, constitue, ayant été condamné définitivement pour une infraction particulièrement grave, un danger pour la société ou lorsqu'il existe des motifs raisonnables de le considérer comme un danger pour la sécurité nationale, le ministre ou son délégué transmet sans délai tous les éléments en ce sens au Commissaire général.

Le Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides peut refuser de reconnaître le statut de réfugié si l'étranger constitue un danger pour la société, ayant été condamné définitivement pour une infraction particulièrement grave, ou lorsqu'il existe des motifs raisonnables de le considérer comme un danger pour la sécurité nationale. Dans ce cas le Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides émet un avis quant à la compatibilité d'une mesure d'éloignement avec les articles 48/3 et 48/4."

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN
EN FEDERALE OVERHEIDSDIENST JUSTITIE

[C - 2015/00154]

12 OKTOBER 2015. — Koninklijk besluit tot wijziging van sommige bepalingen van het koninklijk besluit van 30 maart 2001 tot regeling van de rechtspositie van het personeel van de politiediensten betreffende de tweetaligheidstoelage

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Het besluit waarvan wij de eer hebben het ter ondertekening aan Uwe majesteit voor te leggen, wijzigd sommige bepalingen van het koninklijk besluit van 30 maart 2001 tot regeling van de rechtspositie van het personeel van de politiediensten betreffende de tweetaligheidstoelage.

De personeelsleden van de posten en diensten van de politiediensten gevestigd op het grondgebied van de Duitstalige regio die over de ad-hoc taalbrevetten beschikken, genieten een tweetaligheidstoelage voor de kennis van het Frans.

Deze toelage wordt toegekend, enerzijds, aan de personeelsleden van het operationeel kader, ten belope van 100 % van het overeenkomstige maandelijkse bedrag in de bijlage 8 van het koninklijk besluit van 30 maart 2001 tot regeling van de rechtspositie van het personeel van de politiediensten (RPPol) en, anderzijds, aan de personeelsleden van het administratief en logistiek kader ten belope van 25 % van het laagste bedrag voorzien voor het niveau waartoe ze behoren.

Dit verschil komt voort uit het feit dat voor de personeelsleden van het operationeel kader de kennis van het Frans wordt beschouwd als zijnde gewenst terwijl voor de personeelsleden van het administratief en logistiek kader zij beschouwd wordt als zijnde nuttig.

Dit onderscheid rechtvaardigt zich niet in de mate dat in de Duitstalige Gemeenschap de uitoefening van een functie in de schoot van de politiediensten eveneens van de personeelsleden van het administratief en logistiek kader een daadwerkelijke tweetaligheid vergt.

Dit ontwerp van koninklijk besluit heeft tot voorwerp aan deze personeelsleden van het administratief en logistiek kader toe te laten eveneens een tweetaligheidstoelage ten belope van 100 % van het overeenkomstige maandelijkse bedrag in de bijlage 8 RPPol te genieten.

Deze personeelsleden bevinden zich immers in een bijzondere situatie in de mate dat zij dagelijks, in hun contacten met het publiek, geconfronteerd worden met personen die enkel Frans praten. Hetzelfde geldt voor wat betreft hun contacten met de andere politiediensten van het Waals Gewest. Het is eveneens zo dat het merendeel van de documenten van de federale politie niet zijn opgesteld in het Duits

sont rédigés en français et que les épreuves de sélection et de recrutement, les épreuves en matière de promotion sociale ainsi que différentes formations sont organisées en français, et pas en allemand. On peut donc en conclure que la connaissance et la pratique de la langue française est véritablement indispensable pour eux.

Nous avons l'honneur d'être,

Sire,
de Votre Majesté,
les très respectueux
et très fidèles serviteurs,
Le Vice-Premier Ministre
et Ministre de la Sécurité et de l'Intérieur,
J. JAMBON
Le Ministre de la Justice,
K. GEENS

AVIS 56.507/2 DU 23 JUILLET 2014 DU CONSEIL D'ETAT, SECTION DE LEGISLATION, SUR UN PROJET D'ARRETE ROYAL "MODIFIANT CERTAINES DISPOSITIONS DE L'ARRETE ROYAL DU 30 MARS 2001 PORTANT LA POSITION JURIDIQUE DU PERSONNEL DES SERVICES DE POLICE CONCERNANT L'ALLOCATION DE BILINGUISME"

Le 20 juin 2014, le Conseil d'Etat, section de législation, a été invité par le Vice-Premier Ministre et Ministre de l'Intérieur à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, prorogé de plein droit (*) jusqu'au 6 août 2014, sur un projet d'arrêté royal "modifiant certaines dispositions de l'arrêté royal du 30 mars 2001 portant la position juridique du personnel des services de police concernant l'allocation de bilinguisme".

Le projet a été examiné par la deuxième chambre des vacances le 23 juillet 2014.

La chambre était composée de Jacques JAUMOTTE, conseiller d'Etat, président, Martine BAQUET et Bernard BLERO, conseillers d'Etat, Marianne DONY, assesseur, et Bernadette VIGNERON, greffier.

Le rapport a été présenté par Roger WIMMER, premier auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Jacques JAUMOTTE.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 23 juillet 2014.

Compte tenu du moment où le présent avis est donné, le Conseil d'Etat attire l'attention sur le fait qu'en raison de la démission du Gouvernement, la compétence de celui-ci se trouve limitée à l'expédition des affaires courantes. Le présent avis est toutefois donné sans qu'il soit examiné si le projet relève bien de la compétence ainsi limitée, la section de législation n'ayant pas connaissance de l'ensemble des éléments de fait que le Gouvernement peut prendre en considération lorsqu'il doit apprécier la nécessité d'arrêter ou de modifier des dispositions réglementaires.

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle l'observation ci-après.

Il appartient à l'auteur du projet d'être en mesure de justifier, au regard du principe d'égalité, la raison pour laquelle la modification projetée ne s'applique qu'aux membres du personnel administratif et logistique occupant un emploi sur le territoire des communes de la région de langue allemande.

Le greffier,
B. Vigneron.

Le président,
J. Jaumotte.

—————
Note

(*) Ce délai résulte de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, in fine, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat qui précise que ce délai est prolongé de plein droit de quinze jours lorsqu'il prend cours du 15 juillet au 31 juillet ou lorsqu'il expire entre le 15 juillet et le 15 août.

doch wel in het Frans en dat de selectie- en rekruteringsproeven en de testen inzake sociale promotie evenals verschillende opleidingen in het Frans, en niet in het Duits, worden georganiseerd. Men kan er dus uit besluiten dat de kennis en het beoefenen van de Franse taal voor hen werkelijk noodzakelijk is.

Wij hebben de eer te zijn,

Sire,
van Uwe Majesteit,
de zeer eerbiedige
en zeer getrouwe dienaars,
De Vice-Eerste Minister
en Minister van Veiligheid en Binnenlandse Zaken,
J. JAMBON
De Minister van Justitie,
K. GEENS

ADVIES 56.507/2 VAN 23 JULI 2014 VAN DE RAAD VAN STATE, AFDELING WETGEVING, OVER EEN ONTWERP VAN KONINKLIJK BESLUIT "TOT WIJZIGING VAN SOMMIGE BEPALINGEN VAN HET KONINKLIJK BESLUIT VAN 30 MAART 2001 TOT REGELING VAN DE RECHTSPOSITIE VAN HET PERSONEEL VAN DE POLITIEDIENSTEN BETREFFENDE DE TWEETALIGHEIDSTOELAGE"

Op 20 juni 2014 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Vice-Eerste Minister en Minister van Binnenlandse Zaken verzocht binnen een termijn van dertig dagen, van rechtswege verlengd tot 6 augustus 2014 (*), een advies te verstrekken over een ontwerp van koninklijk besluit "tot wijziging van sommige bepalingen van het koninklijk besluit van 30 maart 2001 tot regeling van de rechtspositie van het personeel van de politiediensten betreffende de tweetaligheidstoelage".

Het ontwerp is door de tweede vakantiekamer onderzocht op 23 juli 2014.

De kamer was samengesteld uit Jacques JAUMOTTE, staatsraad, voorzitter, Martine BAQUET en Bernard BLERO, staatsraden, Marianne DONY, assessor, en Bernadette VIGNERON, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Roger WIMMER, eerste auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Jacques JAUMOTTE.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 23 juli 2014.

Rekening houdend met het tijdstip waarop dit advies gegeven wordt, vestigt de Raad van State de aandacht op het feit dat, wegens het ontslag van de Regering, de bevoegdheid van deze laatste beperkt is tot het afhandelen van de lopende zaken. Dit advies wordt evenwel gegeven zonder dat wordt nagegaan of dit ontwerp in die beperkte bevoegdheid kan worden ingepast, aangezien de afdeling Wetgeving geen kennis heeft van het geheel van de feitelijke gegevens welke de Regering in aanmerking kan nemen als zij te oordelen heeft of het vaststellen of wijzigen van een verordening noodzakelijk is.

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2^o, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerking.

De steller van het ontwerp moet ten aanzien van het gelijkheidsbeginsel kunnen rechtvaardigen waarom de voorgenomen wijziging alleen van toepassing is op de leden van het administratief en logistiek personeel die werkzaam zijn op het grondgebied van de gemeenten van het Duitse taalgebied.

De griffier,
B. Vigneron.

De voorzitter,
J. Jaumotte.

—————
Nota

(*) Deze verlenging vloeit voort uit artikel 84, § 1, eerste lid, 2^o, in fine, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State waarin wordt bepaald dat deze termijn van rechtswege verlengd wordt met vijftien dagen wanneer hij begint te lopen tussen 15 juli en 31 juli of wanneer hij verstrijkt tussen 15 juli en 15 augustus.

12 OCTOBRE 2015. — Arrêté royal modifiant certaines dispositions de l'arrêté royal du 30 mars 2001 portant la position juridique du personnel des services de police concernant l'allocation de bilinguisme

PHILIPPE, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux, l'article 121, remplacé par la loi du 26 avril 2002;

Vu l'arrêté royal du 30 mars 2001 portant la position juridique du personnel des services de police (PJPo1);

Vu l'avis de l'Inspecteur général des Finances, donné le 17 octobre 2013;

Vu l'accord du Secrétaire d'Etat à la Fonction publique, donné le 12 juin 2013;

Vu le protocole de négociation n° 328/2 du comité de négociation pour les services de police, conclu le 26 mars 2014;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 1^{er} avril 2014;

Considérant que l'avis du Conseil des bourgmestres n'a pas été régulièrement donné dans le délai requis et qu'aucune demande de prolongation du délai n'a été formulée; qu'en conséquent, il a été passé outre;

Vu l'avis 56.507/2/V du Conseil d'Etat, donné le 23 juillet 2014, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre de l'Intérieur et du Ministre de la Justice,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. L'article XI.III.33bis PJPo1 est complété par un alinéa rédigé comme suit :

"Par dérogation à l'alinéa 2, les membres du personnel du cadre administratif et logistique des postes et services de police implantés sur le territoire des communes de la région de langue allemande visée à l'article 5 de l'arrêté royal du 18 juillet 1966 portant coordination des lois sur l'emploi des langues en matière administrative, bénéficient d'une allocation dont le montant est fixé à 100 % de l'allocation mensuelle correspondante reprise à l'annexe 8 du présent arrêté pour autant qu'ils possèdent la connaissance de la langue française visée à l'alinéa 1^{er}."

Art. 2. Le ministre qui a l'Intérieur dans ses attributions et le ministre qui a la Justice dans ses attributions sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 12 octobre 2015.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Vice-Premier Ministre
et Ministre de la Sécurité et de l'Intérieur,
J. JAMBON

Le Ministre de la Justice,
K. GEENS

12 OKTOBER 2015. — Koninklijk besluit tot wijziging van sommige bepalingen van het koninklijk besluit van 30 maart 2001 tot regeling van de rechtspositie van het personeel van de politiediensten betreffende de tweetaligheidstoelage

FILIP, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 7 december 1998 tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus, artikel 121, vervangen bij de wet van 26 april 2002;

Gelet op het koninklijk besluit van 30 maart 2001 tot regeling van de rechtspositie van het personeel van de politiediensten (RPPo1);

Gelet op het advies van de Inspecteur-generaal van Financiën, gegeven op 17 oktober 2013;

Gelet op de akkoordbevinding van de Staatssecretaris voor Ambtenarenzaken, d.d. 12 juni 2013;

Gelet op het protocol van onderhandelingen nr. 328/2 van het onderhandelingscomité voor de politiediensten, gesloten op 26 maart 2014;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting, d.d. 1 april 2014;

Overwegende dat het advies van de Raad van burgemeesters niet regelmatig binnen de voorgeschreven termijn gegeven is en dat geen verzoek om verlenging van de termijn gedaan is; dat er bijgevolg aan is voorbijgegaan;

Gelet op advies 56.507/2/V van de Raad van State, gegeven op 23 juli 2014 met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Binnenlandse Zaken en de Minister van Justitie,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Artikel XI.III.33bis RPPo1 wordt aangevuld met een lid, luidende :

"In afwijking van het tweede lid, genieten de personeelsleden van het administratief en logistiek kader van de politieposten en -diensten die zijn ingepland op het grondgebied van de gemeenten van het Duitse taalgebied bedoeld in artikel 5 van het koninklijk besluit van 18 juli 1966 houdende coördinatie van de wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken, een toelage waarvan het bedrag is vastgesteld op 100 % van de overeenkomstige maandtoelage, bedoeld in bijlage 8 van dit besluit voor zover dat zij de kennis van de Franse taal bedoeld in het eerste lid bezitten."

Art. 2. De minister bevoegd voor Binnenlandse Zaken en de minister bevoegd voor Justitie zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 12 oktober 2015.

FILIP

Van Koningswege :

De Vice-Eerste Minister
en Minister van Veiligheid en Binnenlandse Zaken,
J. JAMBON

De Minister van Justitie,
K. GEENS